

La collaboration avec le capitalisme modernisé remplace la lutte de classes

Dans le précédent numéro de « la Vérité des Travailleurs », nous avons indiqué que la situation créée par l'arrivée de De Gaulle au pouvoir avait favorisé, pour le moment, la prolifération d'« inventeurs » de nouvelles théories. Nous avons aussi montré ce que, parmi ceux qui prétendaient que le capitalisme n'était plus le capitalisme, recouvrait le plus conséquent d'entre eux, André Philip.

Tous ces nouveaux « théoriciens » s'efforcent également de démontrer que la classe ouvrière n'est plus la classe ouvrière. A ce sujet, la revue « Arguments » a publié un numéro qui n'est pas piqué des vers. Un nommé Mottez a trouvé que « l'image du prolétaire réduit à vivre de la vente de son travail n'est plus adéquate » et que le salaire perçu est « de moins en moins par rapport à une production, de plus en plus par rapport au prix de la vie ». Karl Marx, il y a plus d'un siècle, avait démontré que le prolétaire n'était pas payé pour son travail, mais pour sa force de travail. Un Mottez n'est pas tenu de le savoir... pour dépasser Marx.

Parmi ces nouveaux théoriciens, l'un des plus féconds, Serge Mallet n'est pas ignorant de cette vérité élémentaire du marxisme, et c'est autrement qu'il présente sa révision de la notion de classe ouvrière. Il part d'une observation juste, à savoir que le changement de régime politique en France a été déterminé par une lutte d'un capitalisme modernisé contre des branches retardataires, archaïques, voire parasitaires, de l'économie. Ce conflit existe et il serait erroné de le négliger. Mais que dit précisément Mallet à ce sujet?

« Nous estimions que dans les circonstances actuelles, la lutte entre le capital financier et les autres couches capitalistes tendait à devenir l'élément primordial de la vie politique » (1).

Ainsi, ce n'est pas la lutte de classe entre le capitalisme et la classe ouvrière qui est l'élément primordial, fondamental des rapports sociaux et des luttes politiques dans notre société, mais la lutte entre diverses couches capitalistes. Il suffit de mentionner cette petite révision pour comprendre qu'on peut aller très loin.

Mais pourquoi Mallet est-il arrivé à cette conclusion? Il trouve que la classe ouvrière en tant que classe est une abstraction, et que la réalité est tout autre:

« La classe ouvrière se fragmentait en de multiples groupes sociaux, sans liens réels les uns avec les autres... »

« L'appel à la solidarité ouvrière, à la conscience de classe brute résonne dans le vide. La lutte des salariés pour l'amélioration du niveau de vie se situe de plus en plus au niveau de l'entreprise, de la branche d'industrie, la différenciation de plus en plus poussée des salaires — et des formes du salaire — rendant dérisoire toute formule générale. »

Il parle avec dérision de la fameuse « conscience de classe » des travailleurs.

Ces affirmations, Mallet a prétendu les étayer dans d'autres articles en opposant les ouvriers de certaines industries de « haute composition organique » à ceux des industries à basse composition organique. En introduisant la formule C/v dans un article, on peut peut-être épater le petit bourgeois (il en connaît des choses, ce Mallet!), mais cela ne fait pas une démonstration tant soit peu valable.

Tout d'abord, il est aisé de constater que la classe ouvrière n'a jamais été homogène: elle est tout simplement la classe sociale la moins hétérogène de la société capitaliste; le patronat ou le réformisme ou tous deux ont, dans toute l'histoire de la classe ouvrière, joué sur ces différences au sein de la classe. D'autre part, le développement de la technique a toujours entraîné la disparition de certains métiers et la création d'autres, et cela a toujours provoqué les difficultés pour unifier la classe ouvrière. Les allumeurs de becs de gaz ont fait place aux électriciens, les cochers de fiacre aux chauffeurs de taxi, etc. Le mécanicien de locomotive couvert de charbon de « la Bête humaine » fait actuellement place à un mécanicien en blouse blanche. Mais, en dépit de ces différences de catégories, la conscience de classe existe.

D'ailleurs, quand Mallet déclare que la lutte se présente au niveau de l'entreprise ou de la branche d'industrie, il prend pour argent comptant la politique suivie par les directions syndicales, la « particularisation » des revendications, mais oublie que la tendance qui n'a cessé de se manifester spontanément chez les travailleurs, depuis la Libération jusqu'en mai 1958, et ce à plusieurs reprises, c'était la généralisation des luttes. Que ce soit au moment de la grève des mineurs en 1948, des grèves d'août 1953, chez les postiers, les cheminots, ou des grèves des métallos de Nantes et de Saint-Nazaire en 1955, le mot d'ordre qui surgissait spontanément chez les travailleurs à travers tout le pays, c'était: y aller tous ensemble, grève générale. Qu'il s'adresse donc à Frachon pour lui demander quels efforts d'ingéniosité et de machiavélisme il a dû déployer à chaque fois pour fragmenter cette « fameuse » conscience de classe. Si cela ne lui suffit pas, qu'il voit donc un peu quels efforts les dirigeants du mouvement syndical ont exercés pour faire avaler les échelles hiérarchiques alors que les ouvriers, spontanément, tendaient à fermer l'éventail des salaires.

Certes, la conscience de classe n'est pas une donnée toute faite naturellement, mais un produit historique; elle trouve ses origines spontanées dans l'organisation sociale du capitalisme, parce que — quelle que soit

la catégorie professionnelle — tous les ouvriers, à quelque entreprise qu'ils appartiennent, de haute ou de basse composition, sont unis comme vendeurs de leur force de travail, en face d'un patronat qui se trouve uni comme acheteur de celle-ci et comme associé dans le partage du profit. Les métiers, les techniques changent; mais le capitalisme — malgré tous ses efforts — ne peut dominer le fonctionnement de son économie; il a pu différer les crises pour y substituer des « récessions »; et alors le chômage — qu'il frappe telle ou telle catégorie — montre que l'ouvrier est avant tout caractérisé comme vendeur de force de travail. Les transformations dans le capitalisme n'ont pas et ne peuvent pas changer cette caractéristique fondamentale.

Ceci dit, c'est le rôle de l'avant-garde que de faire du spontané quelque chose de conscient. Les directions traditionnelles ont sur le plan politique comme sur le plan économique failli à ce rôle.

De ses affirmations schématisées sur les divisions de la classe ouvrière, Mallet prétend, à propos du référendum, que:

« Ce ne sont pas les voix des « ouvriers les plus pauvres » qui ont manqué au non, mais principalement celles des travailleurs des industries les plus modernes. »

Sur quoi repose une telle affirmation? Les chiffres globaux sont peu éloquentes en cette matière. Il n'y a, à notre connaissance, aucune donnée qui permettrait d'arriver à une telle conclusion. Récemment, des camarades ouvriers nous faisaient observer que les ouvriers qui ont voté « oui » l'avaient fait en cachette, sans le dire avant, ni même après le référendum, et que c'est seulement après les mesures économiques de Gaulle-Pinay que certains ont reconnu s'être fait rouler en votant « oui ». Dans la mesure où, en l'absence d'éléments statistiques qui permettent de différencier les catégories, on ne peut se prononcer qu'en fonction d'observations faites par les militants qui, après tout, ont aussi des méthodes d'appréciation qui valent bien des gallups, il faut conclure que la ligne de partage entre les « oui » et les « non » dans les masses laborieuses n'a pas suivi la division entre les industries modernes et les autres, mais entre ceux qui n'avaient pas cette « conscience de classe » et ceux qui, membres des organisations, des syndicats (de tous les syndicats tant soit peu dignes de ce nom), avaient une « conscience de classe » indépendante de la composition organique de l'usine où ils travaillent.

Mais, prenant ses désirs pour la réalité, Mallet va... justifier en fait le vote pour de Gaulle:

« Le vote de la classe ouvrière, dans sa majorité, et celui des nouvelles couches bourgeoises — techniciens et employés du secteur tertiaire — est en fin de compte beaucoup plus rationnel... Il est certain que les ouvriers ont, aujourd'hui, tout à appréhender d'une période de troubles. Non pour leur vie, mais pour la bonne marche de l'économie à laquelle est lié le maintien des avantages acquis par eux. »

Les deux dernières phrases sont l'essence de la pensée même de Mallet: les ouvriers sont liés à la bonne marche de l'économie. (C'est ce que dit chaque patron quand les ouvriers lui demandent une augmentation de salaire, pour refuser celle-ci.) Ainsi se boucle le cercle commencé avec l'affirmation que la lutte principale dans la société se trouvait entre deux catégories de capitalistes: les ouvriers doivent donc prendre position dans cette lutte aux côtés des... plus progressifs. Nous ne disons pas cela en procédant par déduction rationnelle à partir des affirmations de Mallet, il le fait lui-même et fort largement; nous n'avons que l'embarras du choix quant aux citations:

« La Gauche n'avait pas à dire non au « néo-capitalisme » en tant que stade de l'évolution historique... »

« La restauration d'un mouvement ouvrier indépendant du capitalisme moderne doit nécessairement passer par la reconnaissance des traits principaux de ce capitalisme. La défaite du non n'est pas une défaite de la gauche, parce que la gauche n'a pas livré la vraie bataille. »

Dans cette théorie d'une « voie française au socialisme », il y a un appui à de Gaulle pour qu'il l'emporte en Algérie:

« Si de Gaulle réussit à imposer aux ultras, à l'armée et au F.L.N. « sa » politique algérienne — et il a de sérieuses chances d'y parvenir — il aura incontestablement créé les conditions d'un nouvel essor du capitalisme français, dans des conditions qui permettront à celui-ci de retrouver sur le marché international la place que la valeur de ses produits lui mérite et qui fut sacrifiée pendant des années par une politique de notaire grippe-sous. »

Il y a même en passant un programme pour l'Afrique:

« L'Afrique a besoin d'un plan Marshall français. » (2).

Il reproche au P.C. de n'avoir pas choisi:

« Sous prétexte de préserver l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport au libéralisme bourgeois, de ne pas servir de « force d'appoint », il [le P.C.] a constamment refusé de choisir à long terme entre les deux tendances de la bourgeoisie. »

Ce n'est pas exact, car la direction du P.C.F. a cherché, depuis la Libération au moins, à être une « force d'appoint », mais elle n'a pas trouvé

(2) Les membres de la cellule Sorbonne-Lettres du P.C.F. qui ont fait une critique profonde de la politique de Thorez sur les problèmes coloniaux ne manqueront pas, on peut l'espérer, de voir la monstruosité des conceptions néo-colonialistes de Mallet.

(1) « Après le référendum, perspectives nouvelles » (Les Temps Modernes, novembre-décembre 1958).